

Suite au No go du budget de soins de santé, le GBO/Cartel menace de dénoncer l'accord

Actualité

BRUXELLES 30/10 -Si le gouvernement n'agit pas rapidement et c'est chose difficile pour un gouvernement en affaires courantes, il risque d'y avoir une perte de l'indexation et d'une norme de croissance acceptable, souligne le GBO/Cartel. La suite réservée aux mesures d'économie figurant dans la proposition du Comité de l'Assurance est tout aussi incertaine, ajoute le syndicat.



Au-delà des répercussions financières, il y a, selon lui, une rupture de confiance avec les décideurs politiques. « Une convention a été signée l'année dernière pour 2 ans (2024 et 2025). Pourtant, en septembre dernier, il nous a été soudainement demandé de trouver en quelques semaines des mesures d'économies, y compris en réduisant à zéro le budget des phono-consultations (pour lesquelles nous n'avons pas eu le temps de trouver un arrangement structurel). Et voilà que, malgré cet effort considérable, l'incertitude budgétaire s'abat sur nous puisque le budget n'a pas été approuvé », précise le syndicat.

“ Les prestataires de soins de santé et les patients sont pris en otages des jeux politiques et le GBO ne voit pas actuellement d'autre alternative que de menacer de dénoncer l'accord.



Selon le texte de l'accord médico-mut, celui-ci peut être dénoncé endéans les 15 jours suivant les faits, soit, dans le cas présent, jusqu'au 4 novembre.

Après concertation avec les différentes parties prenantes, il ressort que la procédure d'annulation est juridiquement sujette à discussion, tout comme les modalités auxquelles sont soumises l'obtention de l'indexation et de la norme de croissance de la part d'un gouvernement en affaires courantes. Cependant, le GBO veut être sûr de ne pas se retrouver confrontés au pire des scénarios, à savoir pas d'indexation, pas de norme de croissance ni de possibilité de dénoncer l'accord.

Des discussions intenses sont planifiées avec tous les autres partenaires dans les prochains jours et ils vont travailler de manière constructive jusqu'au dernier moment pour arriver à trouver une meilleure solution que de dénoncer l'accord, explique le syndicat « Mais, si aucune alternative ne se dégage, nous n'hésiterons pas à prendre cette mesure », réitère le GBO.

« Nous devons nous tenir à notre mission première qui est de défendre les droits des médecins que nous représentons » insiste le syndicat, tout en essayant d'avoir une vision tenant compte également de l'intérêt des patients et de la société.

« Nous sommes pliés à l'exercice d'économies demandé en urgence pour réduire le déficit du budget, mais il appartient maintenant aux responsables politiques de prendre très rapidement leurs responsabilités en approuvant le budget 2025 afin de garantir une sécurité juridique et tarifaire aux patients et aux prestataires de soins de santé », conclut le GBO/Cartel.

C.S. • Mediquality

30/10/2024

Vous désirez rester au courant des dernières informations médicales ?

Sélectionnez les contenus de MediQuality qui vous intéressent et

inscrivez-vous gratuitement aux autres newsletters.

Découvrez l'ensemble de nos newsletters

